

Vannes, le 06/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE LAITIERE DE PONTIVY

Rue Charles Le Tellier
56300 LE SOURN

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement SOCIETE LAITIERE DE PONTIVY implanté rue Charles Le Tellier 56300 LE SOURN. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite porte sur la prévention du risque de mélanges incompatibles susceptibles d'intervenir lors d'un déchargement accidentel de produits chimiques vrac à partir d'une citerne routière dans un réservoir fixe de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAITIERE DE PONTIVY
- rue Charles Le Tellier 56300 LE SOURN
- Code AIOT : 0055603721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

À Pontivy, Lactalis regroupe deux activités à partir du lait collecté chez environ 700 producteurs dans un rayon de 50 km.

Il y a d'abord la Société laitière de Pontivy qui fabrique de la poudre de lait. Et il y a la Société fromagère de Pontivy.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 10
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Plan des zones à risques de l'installation fournis à l'inspection

BSD transformateur PCB fournis à l'inspection

Plan ETARE à modifier (Transformateur avec PCB n'est plus présent, le chlorure ferrique, l'arrêt de la SLB...).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Aire de déchargement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26-6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Réservoirs fixes de produits chimiques en vrac alimentés par dépotage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Étude de dangers	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations dédiées aux opérations de déchargement et de stockage de produits chimiques vrac sont en bon état. Par contre, l'étude de danger doit être complétée en matière de prévention du risque de mélange incompatible (notamment dépotage accidentel d'acide nitrique dans le réservoir de chlorure ferrique et réciproquement).

La procédure de dépotage transmise post-inspection doit préciser les modalités de calage de la citerne routière.

L'exploitant doit mettre en place une protection des bouches de dépotage contre un éventuel choc (recul du camion).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant présente un état des matières stockées mis à jour chaque matin avec possibilité de visualiser l'historique (depuis 1 semaine, 1 mois...). L'exploitant explique qu'en cas d'incident ou d'accident, le chef d'équipe ESI SLP accueille les pompiers et leur remet l'état des matières stockées. Le plan Etare des pompiers fait office de plan de localisation des produits chimiques. L'exploitant précise détenir toutes les fiches de données sécurité (fds) des produits chimiques stockés sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit - faire actualiser, par les services de secours, le plan Etare qui n'indique pas actuellement la cuve de 25m3 de chlorure ferrique (FeCl3) 40 % ; - communiquer à l'inspection les fds relatifs aux produits chimiques suivants stockés en vrac : acide nitrique (HNO3) 58 %, chlorure ferrique (FeCl3) 40 % et soude (NaOH) 50 %.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Aire de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26-6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques
Prescription contrôlée : A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. B.-Les dispositifs d'obturation sont maintenus fermés en permanence. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. C.-Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site. D.-Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts ...). En particulier, les transferts de matières dangereuses à l'aide de récipients mobiles s'effectuent suivant des parcours identifiés et font l'objet de consignes particulières. E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels. F.-Les dispositions des points précédents ne sont pas applicables aux installations relevant de la rubrique 2510 qui font déjà l'objet de dispositions spécifiques.

<p>Constats : L'inspection constate la présence d'une aire de déchargement, à partir d'une citerne routière, des trois produits chimiques suivants : HNO_3, FeCl_3, NaOH ; il s'agit d'une aire capacitaire faisant office de rétention en fermant la vanne d'isolement entre l'aire de déchargement et la STEP (action prévue dans la fiche de dépotage). Post inspection, l'exploitant a transmis une consigne relative à la fermeture de la vanne d'isolement, entre l'aire de déchargement et la STEP, en précisant le nombre de tours de manivelle à faire ; et à quel moment ouvrir et/ou fermer cette vanne d'isolement. Rien n'est prévu sur place pour caler le camion et les bouches de dépotage ne sont pas suffisamment protégées contre un éventuel choc (recul du camion).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La procédure de dépotage transmise post-inspection doit préciser les modalités de calage de la citerne routière. L'exploitant doit mettre en place une protection des bouches de dépotage contre un éventuel choc (recul du camion).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Réservoirs fixes de produits chimiques en vrac alimentés par dépotage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques aux réservoirs</p>
<p>Prescription contrôlée : A.-Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention. B.-Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant. C.-Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. D.-Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p>
<p>Constats : L'inspection constate la présence de 3 réservoirs fixes de produits chimiques vrac alimentés par dépotage à partir d'une citerne routière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - acide nitrique (HNO_3) 58 % en cuve PeHD double enveloppe d'une capacité de 30m3, positionnée dans une rétention en béton faisant office de protection contre les chocs, - chlorure ferrique (FeCl_3) 40 % en cuve PeHD double enveloppe d'une capacité de 25m3, positionnée dans une rétention en béton faisant office de protection contre les chocs, - soude (NaOH) 50 % en cuve inox d'une capacité de 30m3, positionnée dans une rétention en béton.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - confirmer que la rétention en double enveloppe (cuves HNO_3, FeCl_3) est conçue et entretenue pour résister à la pression statique et à l'action physico-chimique du liquide pouvant être recueilli ; confirmer que la double enveloppe (cuve HNO_3, FeCl_3) est équipée d'un dispositif de détection en cas de fuite sur la paroi interne et externe ; - préciser les dispositions prises pour recueillir le liquide dangereux débordant en cas de sur-remplissage (cuves HNO_3, FeCl_3, NaOH).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Dépotage accidentel à partir d'une citerne routière
Prescription contrôlée : Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers. »
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant à communiquer l'EDD Kaliès du 20/08/2024 qui ne prends pas suffisamment en compte le dépotage accidentel d'une citerne routière dans une cuve de produits chimique vrac.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter son étude de dangers en : <ul style="list-style-type: none">- étudiant tous les couples de mélanges incompatibles suivants : $\text{HNO}_3/\text{FeCl}_3$, HNO_3/NaOH, $\text{FeCl}_3/\text{NaOH}$ et réciproquement ($\text{FeCl}_3/\text{HNO}_3$...) car la cinétique de formation d'éventuels gaz toxiques peut être différente...- modéliser le scénario majorant afin d'évaluer la gravité sachant qu'une bande d'habitation est présente à 25m des limites de propriété soit à 100m des cuves de produits chimiques vrac ; en particulier le scénario $\text{HNO}_3/\text{FeCl}_3$ (et réciproquement) doit être modélisé car le chlorure ferrique se comporte comme l'acide chlorhydrique alors que l'inspection a identifié sur d'autres sites ICPE que le mélange acide nitrique/ acide chlorique est un mélange majeur susceptible de générer des nuages toxiques pouvant atteindre des distances de l'ordre de plusieurs centaines de mètres à partir de l'événement de la cuve vrac concernée : il faut étudier les plus grands volumes de produits avec les proportions nécessaires pour que les 2 produits incompatibles se combinent de manière optimale ; et en prenant en compte la défaillance des différentes mesures de maîtrise des risques mises en place par l'exploitant ; tous les scénarios doivent être cotés en gravité et en probabilité (cf AM Probabilité Cinétique Intensité Gravité du 29/09/2005) ; attention, le scénario 22 de l'APR relatif à une erreur de dépotage ne précise pas quels sont les produits en jeu ce qui n'est pas acceptable...- en expliquant comment il est organisé pour éviter une erreur de fourniture (le produit dans la citerne routière n'est pas le bon) ou une erreur de destination (la citerne routière n'est pas raccordée à la bonne cuve à remplir...); en précisant les mesures de maîtrise des risques technico-organisationnelles retenues (nombre, niveau de confiance), la probabilité de l'évènement initiateur (erreur humaine) pris en compte, la probabilité résiduelle obtenue en multipliant par le nombre de dépotage annuel... L'exclusion, au titre de la maîtrise de l'urbanisation, d'un scénario majorant qui sort des limites de propriété sera possible par la mise en place de 2 barrières techniques de sécurité (BTS) ; et en vérifiant qu'en cas de défaillance de la BTS la plus robuste, la probabilité du scénario majorant reste inférieure à la probabilité E.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois